

BULLETIN d'INFORMATION numéro 13 – 18 mars 2019 morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs



« *Que ces vains ornements, que ces voiles me pèsent !* » Racine, *Phèdre*, acte I

Le 1er mars, **Aurélien Taché**, député LREM du Val d'Oise a mis sur le même plan le port d'un voile par une petite fille musulmane de 12 ans et celui d'un serre-tête par une fillette catholique. Face au tollé provoqué, il a diffusé un communiqué dans la soirée du 4 mars, dans lequel il explique avoir voulu «*exprimer (son) attachement à la laïcité dans notre pays*» et il a présenté «*ses excuses à ceux que ces propos auraient pu blesser.*»

Nous n'avons pas été blessés, mais nous sommes confortés dans nos craintes : Aurélien Taché fait partie de ces élites qui nous trahissent et qui blessent toutes les petites filles voilées de France - et d'ailleurs. Ces élites éludent la menace islamiste en s'en prenant aux catholiques, des cibles pacifiques. Aurélien Taché, ancien de l'UNEF et du PS, veut en finir avec le «*républicanisme guerrier*» et il plaide pour «*un modèle démocratique, ouvert, inclusif, libéral qui accepte toutes les cultures*» qui «*mette fin au modèle assimilationniste qu'on a essayé d'appliquer en France.*». Il assume «*une logique de discrimination positive territoriale*». Cette logique ne fait pas l'unanimité au sein du groupe parlementaire LREM, au point qu'une réunion est organisée le 20 mars pour tenter de fixer une ligne claire sur ce sujet. Mais ce modèle est soutenu ardemment par les organisations islamistes et les mouvements indigénistes et racialisés.

Pour les organisations islamistes, le **marquage des femmes** est un préalable indispensable à la non-mixité entre hommes et femmes. Ces organisations veulent lutter contre les mariages mixtes et à terme séparer totalement la communauté musulmane des non-musulmans. Les *Frères Musulmans* qui sont depuis leur origine des prosélytes du voile militent résolument pour l'abrogation des lois de 2004 (le voile à l'école) et de 2010 (la *burqa*) ; ils prétendent que le voile est une prescription coranique, alors qu'il s'agit d'une pratique sociale datant de l'Empire Abbasside, réinjectée dans l'islam contemporain par les mouvements salafistes. Leur objectif est de souder la communauté de *l'oumma* autour d'eux : transformer les femmes musulmanes victimes de discrimination sociale (ou xénophobe) en femmes voilées victimes *d'islamophobie*, qui est leur mot-clef. Ils organisent et provoquent régulièrement des polémiques (sur le Burkini ou le Running Hijab) pour que la société française réagisse et défende ses modes de vie et ses valeurs de mixité hommes-femmes. Ils accusent alors les non-musulmans «*d'islamophobie*», ce qui n'a pas de sens car **le voile est avant tout un étendard islamiste**, et il est selon les mots du docteur *Ghaleb Bencheikh*, Président de la Fondation de l'Islam de France – et donc peu suspect «*d'islamophobie*» - «*une atteinte à la dignité humaine dans sa composante féminine*».

Par une inversion burlesque, les islamistes accusent les sociétés occidentales de « *sexisme* », voire de « *racisme sexué* » ou de « *racisme genré* » envers les femmes voilées, alors que leur idéologie mortifère veut s'assurer du contrôle du corps des femmes dans leur vie quotidienne et montrer à toute la société l'obligation de leur soi-disant « *pudeur* » : jusqu'aux malheureuses petites filles non pubères, qu'ils veulent sexualiser de façon perverse.

L'objectif des islamistes, qui sont des militants politiques, est de détourner la souffrance sociale au profit de leurs mouvements ; ils veulent neutraliser les réticences des militants progressistes, en se victimisant et en se présentant comme les défenseurs des « *damnés de la terre* ». Mais leur projet politique n'est en rien généreux ou progressiste, car il repose sur des prescriptions archaïques qui n'ont jamais été actualisées : dans tous les pays où ils exercent le pouvoir, il se sont toujours révélés sectaires, injustes et autoritaires. Mais bien entendu, le chantage clientéliste qu'ils exercent auprès de politiciens français peut parfois payer : « *Sachez que j'ai une putain d'armée... Elle est métissée et il y a de tout...* » déclarait en décembre 2017 *Yassine Bellatar*, humoriste et militant frériste, aux journalistes de Marianne. En mars 2018, Emmanuel Macron l'a nommé membre du Conseil Présidentiel des Villes....

Aurélien Marq, haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, écrit ceci dans le *magazine numérique Causeur.fr* (sous son pseudonyme) à propos du voile islamiste :

« Je pense à certains de nos concitoyens d'origine maghrébine qui sont devenus des gardiens de la République, comme Zineb El Rhazoui, Lydia Guirous, Majid Oukacha, Jeannette Bougrab, Naëm Bestandji, Zohra Bitan, Waleed Al-Husseini. Ils sont la fleur qui pousse dans le désert malgré tout, ils sont la preuve que les ténèbres ne peuvent jamais totalement étouffer la lumière. Ils montrent que l'élan vers le Bien, le Beau et le Vrai peut jaillir au cœur de l'Homme même lorsque son environnement y est hostile. Leur courage admirable fait honte à l'abjecte lâcheté et au relativisme immoral de ceux qui, en Occident, renoncent à transmettre des libertés dont eux-mêmes ont hérité sans effort mais qu'ils doivent aux générations qui les ont défendues au prix du sang.

Dans ces incidents à répétition autour du hijab, qui touchent en réalité au cœur des droits des femmes et de la libre dignité de tous, les arguments de nos adversaires illustrent parfaitement ce contre quoi Yadh Ben Achour nous met en garde : « *Donne-moi la liberté que je la tue.* » Réagir est un impératif de survie, c'est aussi un devoir à la fois politique et moral. Et c'est un combat qui peut être gagné, l'affaire Décathlon l'a montré. Nous devons soutenir ceux qui le mènent en première ligne, et notre clameur doit être assez forte pour contraindre l'État à prendre, enfin, ses responsabilités. »

Qu'en pense son ministre Monsieur Castaner, qui est aussi Ministre des cultes ?

Depuis plusieurs années, comme l'évoque *Aurélien Marq*, le combat courageux de nos concitoyennes d'origine maghrébine se reflète dans une floraison de publications :

Zineb El Rhazoui, journaliste, a publié deux livres récemment :

- Zineb et Marie Pinsard, 13 : Zineb raconte l'enfer du 13 novembre : avec 13 témoins au cœur des attaques, Paris, Ring, 2016

- Zineb, Détruire le fascisme islamique : document, Paris, Ring, 2016

Menacée de mort, elle est l'une des femmes les plus protégées de France. Le stand de sa maison d'édition à la Foire du livre de Bruxelles, a été vandalisé mercredi 13 février. Ses livres ont notamment été déchirés, voir : https://www.huffingtonpost.fr/2019/02/15/des-livres-de-zineb-el-rhazoui-dechires-a-bruxelles_a_23670508/?utm_hp_ref=fr-Zineb-El-Rhazoui

Lydia Guirous, femme politique, porte parole LR, a publié :

- Je suis Marianne, Paris, Grasset, 2016
- Ça n'a rien à voir avec l'islam ?, Plon, 2017
- Le Suicide féministe, Éditions de l'Observatoire, 2018

Elle subit régulièrement des menaces de mort. Elle déclare « *Pour ces gens, toute personne d'origine maghrébine qui refuse le communautarisme et qui évolue avec un mode de vie français est un "collaborateur"* ».

Jeannette Bougrab, juriste et essayiste qui fut l'une des compagnes de Charb a publié récemment :

. Lettre d'exil, La barbarie et nous, Paris, Les éditions du Cerf, 2017,

- Lettre aux femmes voilées et à ceux qui le soutiennent, Les éditions du Cerf, 2019

Elle vit depuis 2015 en Finlande. Voir notamment <http://www.bvoltaire.fr/livre-lettre-aux-femmes-voilees-et-a-ceux-qui-les-soutiennent-de-jeannette-bougrab/>

Fatiha Boudjahlat, enseignante en histoire-géographie et essayiste, cofondatrice avec Céline Pina du mouvement Viv(r)e la République. Elle a publié :

. Le Grand Détournement : féminisme, tolérance, racisme, culture, Editions du Cerf, 2017

Elle sort le 21 mars un nouvel essai « *Combattre le voilement* » Editions du Cerf, 2019

Elle est l'une des cibles favorites de Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, pour qui elle « *n'a d'existence et de reconnaissance médiatiques que parce qu'elle évoque, de manière négative, les musulmans* » (sic)

Sa page facebook est un rendez-vous toujours précieux d'actualités et de réflexions : <https://www.facebook.com/fatiha.boudjahlat?pnref=story>

Révision de la loi de 1905, le feuilleton continue...

Comme le dit Yves Mamou dans le Figaro du 4 mars, « *Emmanuel Macron a cru qu'il était possible d'agir au sommet de l'État comme on agit sur un terrain de foot. On dribble l'adversaire (les «laïcards») en les faisant passer pour des radicaux, on fait une passe à l'Église catholique en promettant de «réparer le lien entre l'Église et l'État», et on récupère le ballon pour abroger triomphalement la loi de 1905 afin de bâtir un nid douillet à l'«islam de France»*. Mais les Français se réveillent, et le débat est désormais ardent au sein même des députés de LREM : certains députés ne veulent pas laisser filer leurs valeurs - notamment la laïcité - au nom d'un calcul électoral (et diplomatique) de plus en plus obscur. Nous n'avons encore décelé chez nos députés LREM du Loiret ce sursaut de bon sens et d'honneur ; mais nous ne renonçons pas à les convaincre, car la laïcité n'est le monopole de personne, et constitue notre bien commun. **Voici, parmi beaucoup d'autres, un texte récent pour l'illustrer :**

ÉDITORIAL de RISS dans Charlie Hebdo du 6 mars 2019 (extraits)

TOUCHEZ PAS À NOTRE LOI DE 1905

On va encore vous casser les pieds avec la laïcité. À *Charlie*, on essaye de ne pas vous farcir la tête avec ça toutes les semaines. Mais c'est plus fort que nous, ça nous tracasse. Depuis l'élection présidentielle, le président Macron n'a pas encore prononcé le grand discours sur la laïcité qu'on était en droit d'attendre de lui. Ce sont donc les adhérents et les élus de La République en marche qui sont envoyés au front pour déminer le terrain. Si ce débat explosif doit péter, ce ne sera pas sous les pieds présidentiels, mais sous ceux de la troupe. Car derrière cette agitation se profile la question de la loi 1905. Certains aimeraient assouplir la rigueur de ce texte pourtant très bien conçu, pour épargner à l'islam le plus intolérant de s'y conformer, comme sont pourtant parvenues à le faire depuis longtemps les autres grandes religions monothéistes.

La question de l'organisation de l'islam en France tracasse les politiques depuis déjà des années. « *Si nous ne faisons rien, le cancer de l'islamisme nous tuera.* », déclarait le recteur de la Grande Mosquée de Paris en octobre 2018 au journal *Valeurs actuelles*. Il serait temps qu'il se réveille enfin. Nous n'aurons pas la cruauté de lui rappeler que le cancer islamiste a déjà tué dans ce pays. La tentation est grande pour les autorités, paniquées par cette montée inexorable de l'islam politique, de se tourner vers la loi de 1905 en la présentant comme l'obstacle qui empêcherait, au nom de la séparation de l'Église et de l'État, de prendre les mesures adéquates. **Il est plus facile de ringardiser les défenseurs de la laïcité que d'affronter et de terrasser les islamistes.** Parce qu'il sera toujours plus facile de faire n'importe quoi que d'affronter et de terrasser les islamistes.

Ouvrir une discussion sur la laïcité plutôt que sur l'islamisme est déjà une forme de lâcheté. Mais le faire dans cette période troublée, où les Français noircissent des cahiers de doléances, est imprudent. Car le grand débat suscité par le président Macron risque d'aboutir à des mesures tous azimuts, sur tous les sujets, où sera noyée, pour ne pas dire dissimulée, une « réforme » de la loi de 1905. **C'est pourquoi nous appelons les lecteurs de Charlie et tous les autres citoyens à ouvrir l'œil et à se préparer à se mobiliser pour la défendre(..)**

L'époque est trouble, et les Français donnent aujourd'hui le spectacle d'un peuple divisé. Or la loi de 1905 est une des rares lois qui les unit encore. C'est une loi d'union nationale. Une loi dont la

place dans l'histoire de France est aussi considérable que l'édit de Nantes, qui a rétabli la concorde entre catholiques et protestants. **Toucher à la loi de 1905, c'est toucher à la l'histoire de France.** Toucher à la loi de 1905, c'est prendre le RISQUE INOÛI DE DÉSTABILISER CE PACTE entre tous les Français qui permet à tous d'être respectés, qu'ils soient croyants ou non. LA MODIFIER ET LA DÉNATURER SERAIT UNE FAUTE QUI NE FERA QU'AGRANDIR LES FRACTURES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE. Une faute mais aussi un affront fait à la mémoire de tous ceux qui ont payé de leur vie pour qu'elle voie le jour. **Parfois, le silence des disparus doit être écouté plus attentivement que le bruits des vivants.**

D'ORLEANS à VENDÔME, autour de de la Loi de 1905

Nos amis du *Comité Vendômois de Défense de la Laïcité (CVDL)*, qui nous a précédé dans ce combat depuis 23 ans – mais qui est toujours jeune – nous ont invités à une conférence mémorable, le 15 mars. **Jean-Pierre SAKOUN, Président du Comité Laïcité République** a développé tout à la fois les fondements de la laïcité française, les menaces auxquelles elle fait face actuellement et les axes du combat à mener. Il est un orateur brillant, complet et incisif - que nos lecteurs peuvent retrouver **sur le site du CLR**. L'organisation qu'il préside a été fondée il y a 30 ans durant l'affaire du voile de Créteil. Sans prétendre faire un compte-rendu exhaustif, *voici les principales idées qu'il a développées* :

Depuis 1906, les adversaires de la laïcité (notamment au sein du Conseil d'Etat) n'ont cessé de vouloir la limiter et l'affaiblir – en prétendant notamment que c'est l'Etat qui doit être laïque et non la Société. Mais la France a choisi de bâtir une société de citoyens qui se partagent la souveraineté nationale non une société de communautés religieuses ou ethniques. La République assure la *liberté de conscience* des citoyens sans restriction ; mais *la liberté des cultes* est soumise à des restrictions qui sont précisées dans la loi de 1905, et qui s'appliquent à tous les cultes. La République n'intervient pas dans les débats religieux ou théologiques, ne négocie pas avec les religions, et peut légiférer sur l'ordre public sans leur rendre des comptes.

Dans la période actuelle, la pression communautariste s'intensifie, d'autant que les pays d'Europe du Nord et des Etats Unis développent des modèles de *fraternités limitées* au sein de ces communautés qui sont moins ambitieux que notre *fraternité universelle* de citoyens. La crise du capitalisme, les difficultés de l'Etat Social favorisent l'individualisme, qui se combine avec un retour du religieux rassurant pour les esprits et permettant de refaire un lien social partiel. Les Droits de l'Homme – et non du Citoyen - se sont autonomisés de façon délirante, notamment sous la pression de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Le retour en France de la « *French Theory* » qui avait émigré aux Etats Unis développe le communautarisme dans l'Université, l'enseignement français et les médias. Il faut donc réparer tout ce tissu social qui se délite.

La loi de 1905 est un bastion essentiel à défendre, dont le statut est constitutionnel. C'est pourquoi le Collectif Laïque National (CLN, 33 organisations) **a lancé une pétition**, l'appel des 113 – avec seulement 40 000 signataires à ce jour, ce qui est peu. Les citoyens, qui sont habitués à laïcité, ont du mal à la défendre avec énergie. Mais la mobilisation de nos organisations se poursuit : environ 70 à 80 députés LREM sont prêts à refuser la révision de la loi de 1905. Et peu à peu, avec la crise des Gilets Jaunes, les députés LREM comprennent qu'il sont la voix de la nation, et non les porteurs de l'esprit du Président. Les militants laïques doivent redoubler d'efforts, localement, pour convaincre leurs élus. Et ils doivent montrer dans leurs actions que les valeurs de la Fraternité (avec nos racines multiples) sont en France plus fortes que la vie côte-à-côte des communautés.

A l'issue de la conférence et du débat, nos amis du CVDL nous ont invités à un *souper citoyen, convivial et gastronomique*, reflétant parfaitement les valeurs de la laïcité « à la française »...

Comité Vendômois de Défense de la Laïcité : <https://www.facebook.com/CVDLLAICITE>

Comité Laïcité République : <http://www.laicite-republique.org/#&panell-1>

Pétition : <https://www.change.org/p/president-clr-laicite-republique-org-appel-des-113-ne-modifiez-pas-la-loi-de-1905-de-s%C3%A9paration-des-eglises-et-de-l-etat>

A ORLEANS, le 14 mars 2019

Notre association a tenu le 14 mars à la Maison des Associations son **Assemblée Générale, un an après sa création**. Assistance nombreuse (une quarantaine de personnes), attentive et déterminée : dans la situation confuse que nous vivons, il y a de la laïcité dans l'air à Orléans... **Un compte-rendu circonstancié sera envoyé aux adhérents**, mais on peut en tirer déjà plusieurs enseignements :

- Nos comptes sont bien tenus, et excédentaires ; notre activité a été soutenue, et le Bureau est resté uni et actif, tout au long de l'année.
- Les 12 membres du CA sortant se représentaient, et ont été réélus ; le CA s'élargit à 5 nouveaux membres et se féminise ; le Bureau sortant a été réélu par le nouveau CA
- Nos deux conférences-débats, avec *François Jourdan* en juin 2018 et *Yves Mamou* en janvier 2019 se sont bien passées : assistance nombreuse, excellents conférenciers, débats enrichissants
- Nous avons été présents au niveau local (élections universitaires à la Source, projet d'ouverture d'écoles musulmanes hors contrat, enseignement de l'Arabe en primaire, politique associative de la Métropole, etc...) comme au niveau national (projet de concert du rappeur Médine au Bataclan, Assises territoriales de l'Islam, Révision de la loi de 1905, contribution sur la laïcité au Grand Débat, etc...)
- Nous avons évolué : au départ, nous voulions surtout informer les élus et les responsables sur les menaces de l'Islamisme Politique ; mais nous avons observé qu'ils ne souhaitent pas l'affronter, soit qu'ils en aient peur, soit qu'ils recherchent des alliances politiques avec ces forces (sans le dire clairement) pour les prochaines échéances électorales. Nous avons donc changé de ton, et dit clairement aux élus qu'ils devraient choisir entre l'Islamisme et les citoyens. Cet éclaircissement ne plaît pas en général, et nous partageons le sentiment des Gilets Jaunes : en France, la plupart des élus (et des médias) **se voient comme supérieurs aux citoyens**, cherchent à les embrouiller avec des artifices de communication, refusent de rendre des comptes et de prendre des engagements clairs. **Cette attitude méprisante doit cesser.**
- Pour l'avenir, nous devons **développer notre action auprès des citoyens**, en fidélisant nos quelques contacts médias, en élaborant des supports plus accessibles à tous, par exemple notre futur « *livret citoyen* » pour les élections européennes de mai 2019, à renouveler en vue des municipales de mars 2020. Par ailleurs, nous sommes nombreux à penser que les lettres, les tribunes et les pétitions ne suffisent plus et qu'il va falloir passer à une vitesse supérieure dans notre combat contre l'Islamisme. **Une coordination active des mouvements laïques** nous semble nécessaire pour pouvoir mutualiser nos énergies, appuyer les campagnes d'opinion, et augmenter nos moyens, notamment financiers. En particulier, il est urgent de lancer des contre-offensives juridiques *contre le djihad judiciaire* qui se développe. Nous prendrons des contacts dans ce sens à Paris, où tout se décide, hélas...

De CHRISTCHURCH (New Zeland) à ORLEANS

L'attentat raciste du 15 mars à Christchurch est bien entendu une abomination que nous condamnons tous résolument. Le suprémacisme blanc et le djihadisme islamiste sont des idéologies jumelles qui doivent être dénoncées et combattues avec la même énergie. Notons que le terreau de la première doit être clarifié. Selon Jean-Yves Camus, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'extrême droite « *Renaud Camus ne se reconnaît certainement dans aucun des qualificatifs que l'auteur présumé de la tuerie s'est auto-attribué: fasciste, éco-fasciste, suprémaciste blanc (...)* Si je m'en tiens au manifeste du tueur présumé, aucun élément objectif ne suffit à établir une filiation entre les idées de Renaud Camus ou du Rassemblement national, et la tuerie commise en Nouvelle-Zélande. Il ne faut pas instrumentaliser ce qui vient de se passer. »

Cependant, les islamistes français n'ont pas tardé à vouloir au contraire en tirer un bénéfice politique. En témoigne par exemple le communiqué du 15 mars de **l'UAMO (Union des Associations**

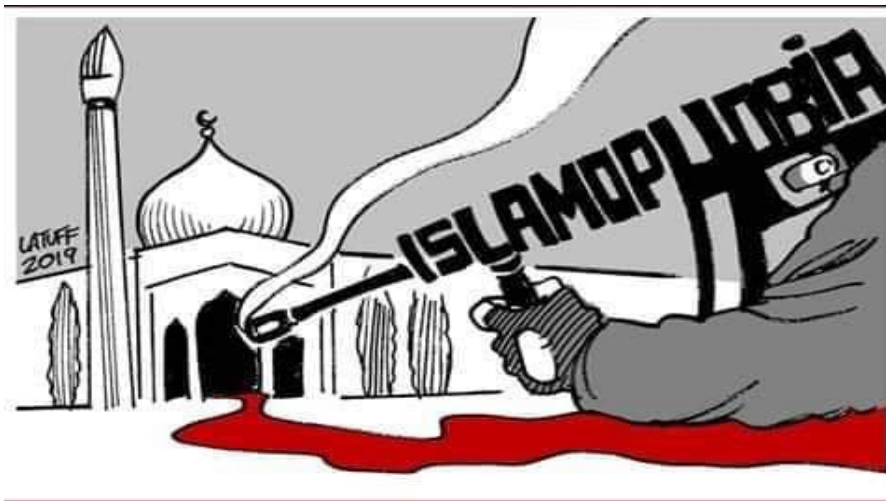
Musulmane de l'Orléanais), qui recycle la vieille rengaine de « *l'islamophobie* », un mot-valise qui est l'arme de combat du Comité Contre L'Islamophobie en France (CCIF), au cœur de la galaxie des Frères Musulmans :

« Toutes nos prières et nos condoléances vont aux familles des victimes de l'attentat commis ce matin dans les deux mosquées en Nouvelle Zélande. Nous ne céderons pas à la provocation des extrêmes qui tentent de diviser les peuples et nous avons le devoir de redoubler d'efforts de fraternité et d'unicité dans ces moments graves . Néanmoins une prise de conscience de certains médias et politiques qui alimentent **l'islamophobie ambiante en France** doit avoir lieu. Nous appelons aussi les musulmans à **sortir de leur pacifisme extrême** pour jouir de leur plein droit démocratique pour faire cesser et même condamner devant la justice des **personnes vecteurs de haines** qui produisent des personnes comme ce terroriste capable de tuer de sang froid plus de 49 personnes. Nous appelons aussi les autorités publiques à prendre les mesures nécessaires pour que nous évitions de vivre en France ce genre de crime odieux. »

Le 17 mars, nous nous sommes rendus, en signe de solidarité, à la mosquée Annour pour partager avec les musulmans d'Orléans-la Source leur douleur face à cette tuerie, à l'occasion de la conférence ouverte qui était organisée ce jour sur l'Empire Ottoman. Mais nous ne sommes pas dupes des manœuvres des Frères Musulmans, qui contrôlent l'UAMO ; et nous approuvons pleinement Aurélien Marq lorsqu'il écrit :

« Complaisance ou lâcheté, il serait odieux de laisser l'islamisme, ou de laisser ses complices et ses idiots utiles, prendre prétexte du drame de Christchurch pour nous désarmer face à ce qui est et demeure l'un des pires totalitarismes de l'histoire. Parce que les morts de Christchurch sont nos semblables en humanité, parce que les islamistes menacent la liberté et la dignité de toute l'humanité, laisser quiconque instrumentaliser ce double attentat au bénéfice de l'islamisme serait trahir les morts, cracher dans leur sang et piétiner leurs corps. (...) Plus que jamais, c'est l'universalisme qui peut nous permettre de tenir bon face aux extrémismes comme face aux démissions relativistes. La fragmentation des sociétés en communautarismes rivaux, qu'ils soient basés sur l'origine ethnique, la religion, le sexe et/ou le genre, ne peut que conduire à la guerre des communautés les unes contre les autres, que cette guerre prenne la forme de la concurrence victimaire, des revendications juridiques incessantes ou de la violence criminelle. »

Dans le Loiret, **quels sont les élus capables de tenir ce discours républicain, pleinement laïque**, et sur quels responsables politiques pouvons-nous compter si par malheur de nouveaux massacres devaient frapper la France ? Et que penser de **la nouvelle campagne de propagande délétère, illustrée par cette affiche ?** Après le massacre de Christchurch, cette campagne exige une loi pour transformer en délit (voire en crime) cette *islamophobie* ; mais la crainte de l'islam – et de ses dérives – n'a rien à voir avec la haine des musulmans, et elle en est même l'inverse comme nous l'enseignent les meilleurs islamologues, et notamment le père *François Jourdan*...



DERNIERE MINUTE

Alors que nous préparions la version définitive de ce Bulletin, il semble bien que le combat que les citoyens ont mené contre la Révision de la Loi de 1905 ait payé :

le Président recule !

Dans la soirée du 18 mars, au cours de son Débat-Marathon avec une soixantaine d'intellectuels, l'héritage des Lumières du 18ème siècle l'a probablement éclairé...

**En attendant la confirmation officielle, merci à tous,
aux citoyens comme aux Lumières**

Macron ne souhaite plus «changer» la loi de 1905

- 1.
2. Flash Actu

Par Le Figaro avec AFP



Mis à jour le 18/03/2019 à 22h28 | Publié le 18/03/2019 à 22h28

Emmanuel Macron a annoncé lundi qu'il ne souhaitait pas «changer» la loi de 1905 sur

la séparation des Eglises et de l'Etat, fermant la porte à un amendement de ce texte qui était jusque-là envisagé mais qui suscitait l'inquiétude des responsables des cultes en France. «Ma vision est claire c'est 1905 et rien que 1905», a déclaré le chef de l'Etat lors d'un débat avec une soixantaine d'intellectuels à l'Elysée. **«Je ne souhaite pas qu'on change la loi de 1905 et ce qu'elle représente et ce qu'elle permet de préserver.»**«Je veux que chacun puisse croire ou ne pas croire librement, que dans le cadre de sa foi, ça puisse être aussi absolu qu'il ait besoin de la vivre mais je demande au même citoyen de respecter absolument toutes les règles de la République», a-t-il ajouté. L'exécutif avait fait savoir en novembre qu'il réfléchissait à amender la loi de 1905 tout en assurant qu'il ne s'agissait pas de la réécrire ni de toucher aux principes de liberté de culte et de neutralité de l'Etat.